

TJØNNELAND, Elling Njål. Pax Pretoriana. *The Fall of Apartheid and the Politics of Regional Destabilisation*, Uppsala (Sweden), The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Discussion Paper », n° 2, 1989, 31p.

Larry A. Swatuk

Volume 22, Number 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702854ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702854ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Swatuk, L. A. (1991). Review of [T]JØNNELAND, Elling Njål. Pax Pretoriana. *The Fall of Apartheid and the Politics of Regional Destabilisation*, Uppsala (Sweden), The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Discussion Paper », n° 2, 1989, 31p.] *Études internationales*, 22(2), 435–436.
<https://doi.org/10.7202/702854ar>

TJØNNELAND, Elling Njål. *Pax Pretoriana. The Fall of Apartheid and the Politics of Regional Destabilisation*, Uppsala (Sweden), The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. «Discussion Paper», n° 2, 1989, 31p.

Dans son ouvrage *Pax Pretoriana*, Elling Njål Tjønneland s'est fixé un but ambitieux mais direct : étudier la politique régionale de l'Afrique du Sud dans la période «tardive» de l'apartheid. L'auteur veut ainsi examiner les forces qui ont donné l'impulsion à cette politique et suggérer comment elle peut varier dans le contexte d'exacerbation de crise intérieure. Il entend aussi s'interroger sur la nature et la forme des relations régionales dans l'ère post-apartheid. Son étude contient deux postulats : 1) Le maintien du leadership blanc en Afrique du Sud est intimement lié aux relations entre celle-ci et le sud de l'Afrique. Cette interrelation se reflète dans la soi-disant «stratégie totale» de l'Afrique du Sud. 2) Cette «stratégie totale» a échoué.

En résumé, l'auteur cherche à expliquer l'ascension, le déclin, et les implications pour le futur de la stratégie totale, ceci en moins de 25 pages ! Inutile de le souligner, cette tentative ambitieuse aboutit à un échec. Cette courte monographie est embrouillée, contradictoire, errante, et parfois simplement étrange. Celle-ci souffre aussi du fait que les événements qui ont marqué l'ère post-P.W. Botha ont suivi une tangente tout à fait opposée aux prédictions de l'auteur. À titre d'exemple, l'auteur affirme à la page 25 que :

[I]n the short to medium term [*i.e.* sometime between 1989 and 1993] conflict dynamics within South Africa are likely to remain

essentially unchanged – with the state unable to regain control, restore stability or secure a minimum level of legitimacy, and the liberation forces incapable of succeeding due to the vastly superior resources of the apartheid state.

Au contraire, malgré les niveaux croissants de ladite violence entre Noirs, et de l'émergence de groupes blancs d'extrême-droite parmi la population blanche – *e.g.* «White Wolf» – la tendance dominante s'est dessinée en faveur d'un dialogue de compromis, quoique d'une façon péniblement lente.

Par esprit de justice, il faut concéder que l'ouvrage de Tjønneland, à l'instar de plusieurs autres analyses des sciences sociales, est partiellement victime des événements bouleversants de 1989-90. Personne, et encore moins lui, n'aurait pu prévoir les changements politiques qui ont balayé l'Europe de l'Est et qui se sont répercutés à travers le monde entier. L'auteur n'aurait pas pu prévoir non plus l'infarctus de P.W. Botha et les réformes ultérieures entreprises par F.W. de Klerk, que plusieurs considéraient simplement comme un conservateur de plus.

Toutefois, ces remarques n'absolvent pas l'auteur complètement. Ce dernier est en grande partie responsable de ses déboires. Les couplages inter-étatiques, gouvernement-société, et civil-militaire, sur lesquels il place l'accent, ne sont pas assez raffinés pour capter la fluidité d'une situation qui est à la fois super et sous-structurale, globale, régionale et nationale. Tjønneland surestime donc les capacités de l'Afrique du Sud en tant que puissance régionale hégémonique, et de surcroît en effervescence. Il surestime également la

cohérence et la capacité de la communauté internationale dans ses efforts pour contraindre l'Afrique du Sud à changer. Les analyses réalistes traditionnelles ne peuvent expliquer ni rendre compte du dynamisme inhérent de la nouvelle Division Internationale du Travail et de ses effets sur l'Afrique du Sud en général.

«Pax Pretoriana» devient ainsi une autre «curiosité»; un document bref et pénible qui nous rappelle comment l'analyse en sciences sociales nécessite des approches révisionnistes plus dynamiques, puisque les approches réalistes et matérialistes traditionnelles constituent des outils analytiques insuffisants.

Larry A. SWATUK

*Département de science politique
Université Dalhousie à Halifax, Canada*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

FAURE-SOULET, J.F. *Réflexions d'écopolitique pour une science économique efficace*. Talant (France), 1990, 219p.

Ce livre est un plaidoyer pour l'action sans inhibition. Son auteur tente de convaincre le lecteur de la «nécessité absolue pour l'économiste d'entreprendre d'urgence sa mutation pratique» (p. 187). Réaction légitime contre l'excès de formalisme qui a marqué l'économie politique depuis une trentaine d'années, cet ouvrage fait malheureusement dévier le débat dans une voie illusoire, voire dangereuse.

Que l'économie doive être mise au service de la Société, qui en disconviendrait? Léon Walras lui-même, le

grand formalisateur de l'équilibre général, fut animé d'un zèle humanitaire qu'il ne cachait pas. Pour lui, la rigueur logique devait élaguer l'économie politique littéraire de ses impuretés, de ses sophismes. L'attitude de Faure-Soulet est tout autre. Il impute la «maladie sociale» (p. XIII) à l'attentisme des économistes qui se complaisent dans des schémas logiques axiomatiques. Conçue en tour d'ivoire, la science économique moderne est qualifiée de «peu efficace». Bien plus, l'auteur affirme que «passé un certain stade dans un domaine donné de recherche économique, la pensée devient inefficace si le régime économique et social est trop libre». L'auteur avoue ainsi son non-libéralisme. Bien ancré dans la tradition colbertienne française, l'auteur s'accroche au levier magique de l'État à la fois pour résoudre le problème de l'allocation optimale de ressources rares, pour une plus grande justice, plus de sécurité et même plus de «liberté réelle» (p. XXI).

Les prix ne seraient que de «piètres régulateurs» qui ne réaliseraient l'équilibre qu'au terme d'une accumulation de souffrances» (p. XXII). Activiste sans réserve, l'auteur propose à l'État «une politique suivie contre tout système d'expédients» (p. XIII).

Si l'on ne peut que souscrire à l'idée de faire converger les optiques économique et politique dans l'étude des systèmes, une mise en garde s'impose contre toute déviation idéologique mal fondée. L'activisme de l'auteurs'appuie, non pas sur un examen approfondi et circonstancié de l'expérience historique, mais sur des prises de position doctrinaires, ou peu réflexives, sur le rôle de l'État: «l'emploi dans l'intérêt de tous de techniques économiques acquises (est) à compléter... par des prises de